



Bilan de l'activité du Pôle Travail de l'UD 36 en 2018

Présentation aux partenaires sociaux

Réunion du 16 avril 2019



Programme

- Le Pôle Travail de l'UD 36
(organisation, missions et domaines d'action)
- Quelques chiffres clés de l'activité 2018
- Plan d'action de l'inspection du travail en 2019
- Sujets d'actualité
 - ✓ Egalité professionnelle
 - ✓ CSE

Le Pôle Travail de l'UD 36

Responsable de l'unité départementale
Philippe JUBEAU

Pôle Travail
Laure-Clémence PORCHEREL
Directrice adjointe - Responsable de l'unité de
contrôle
Santé / Sécurité / Représentants du Personnel /
Accords

Unité de contrôle

SECTION 1 : Corinne KRAUCH - Contrôleuse

SECTION 2 : Nathalie GÉRARD - Inspectrice

SECTION 3 : Intérim

SECTION 4 : Intérim

SECTION 5 : Laurent MEUNIER - Inspecteur

SECTION 6 : Intérim

SECTION 7 : Pascal CORDEAU - Inspecteur

SECTION 8 : Christiane BRUNELLI - Contrôleuse

Assistants de contrôle :

Michèle BOULAY, Pascal GAURON, Béatrice RATIER

Appui Pôle Travail

Homologation des ruptures conventionnelles
Jocelyne CHAUMET

Enregistrement accords entreprises et épargne salariale
Michèle BOULAY

Suivi et indemnisation des conseillers du salarié
Florence MOREAU

Renseignements en droit du travail

Florence MOREAU
Michelle DELYS
Martine GALLARDO



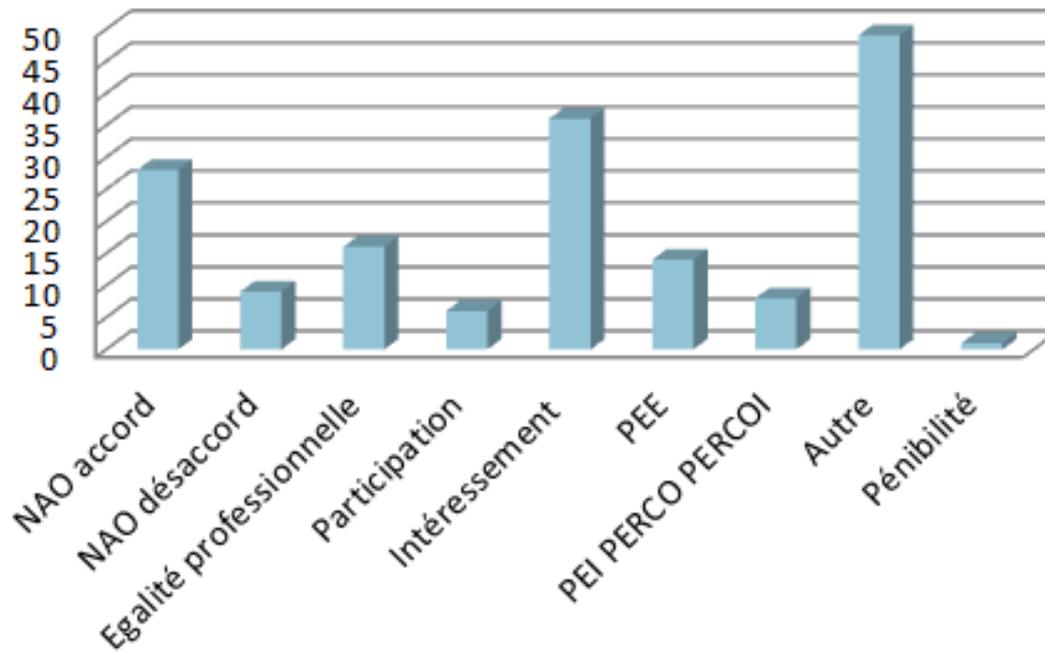
Le bilan du Pôle Travail de l'UD 36

- ✓ Dialogue social
- ✓ Homologation des ruptures conventionnelles
- ✓ Renseignement en droit du travail
- ✓ Conseillers du salarié
- ✓ Activité de l'inspection du travail

Dialogue social

167 accords d'entreprise enregistrés

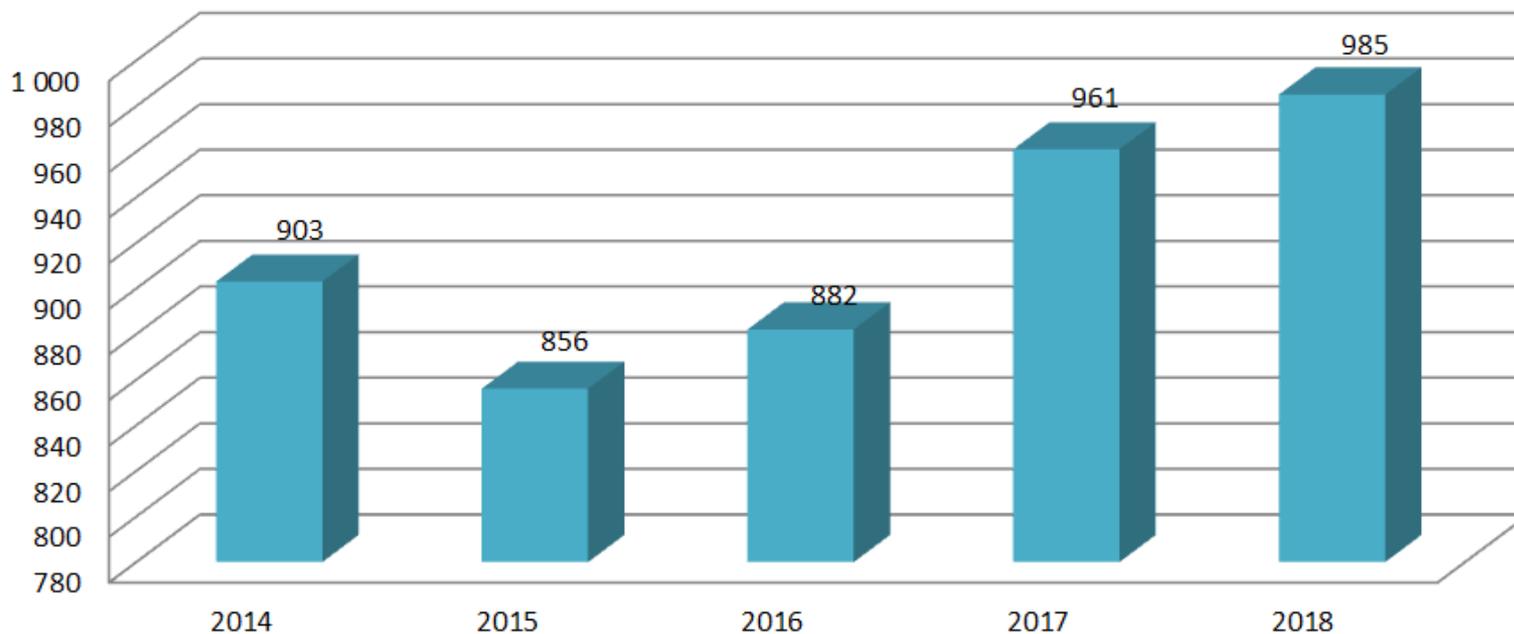
Accords enregistrés en 2018



Ruptures conventionnelles

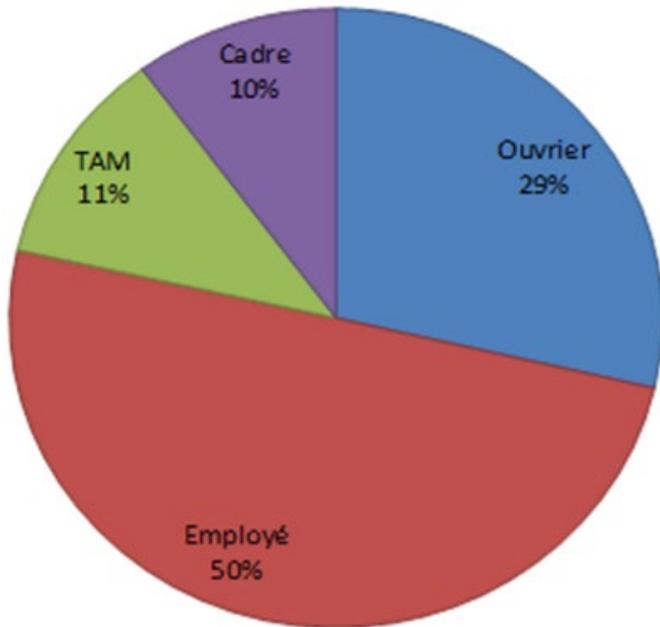
En 2018, 960 ruptures conventionnelles ont été homologuées.

Demandes de ruptures conventionnelles reçues

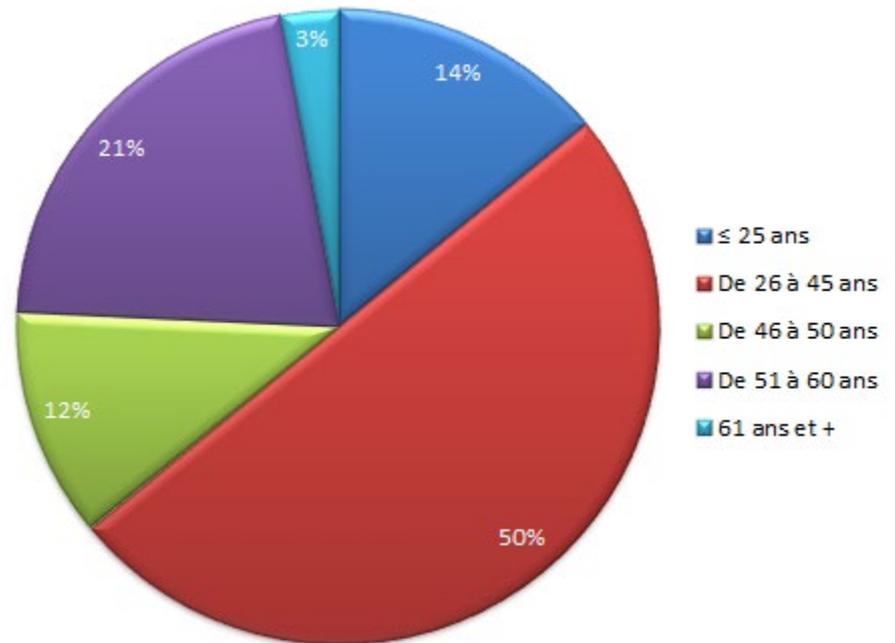


Ruptures conventionnelles

Répartition par qualification

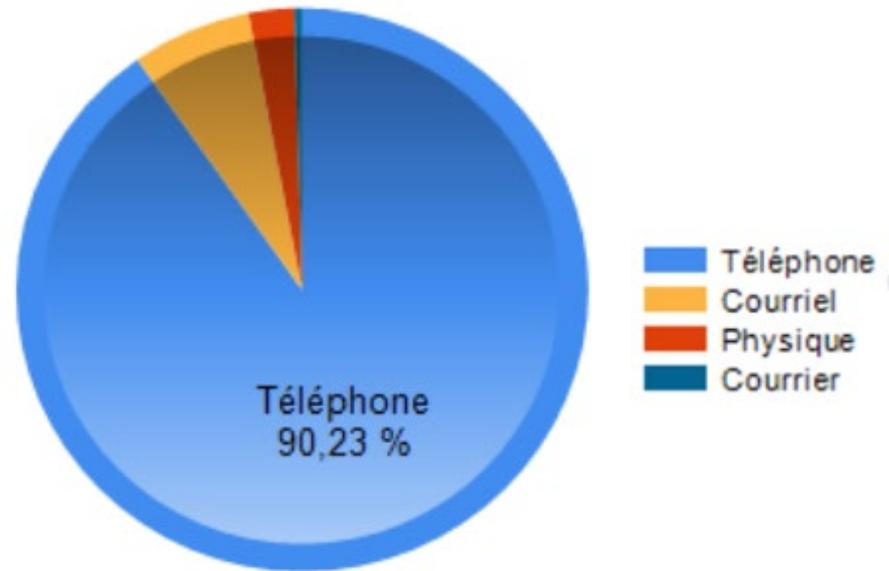


Répartition par tranches d'âge



Renseignement en droit du travail

- 4 915 sollicitations en 2018
- 8 835 réponses apportées



La majorité des demandes provient de salariés (61%).

Renseignement en droit du travail



Depuis le 2 avril 2019,
un seul numéro pour contacter
le **service renseignements**
en droit du travail :

0 806 000 126

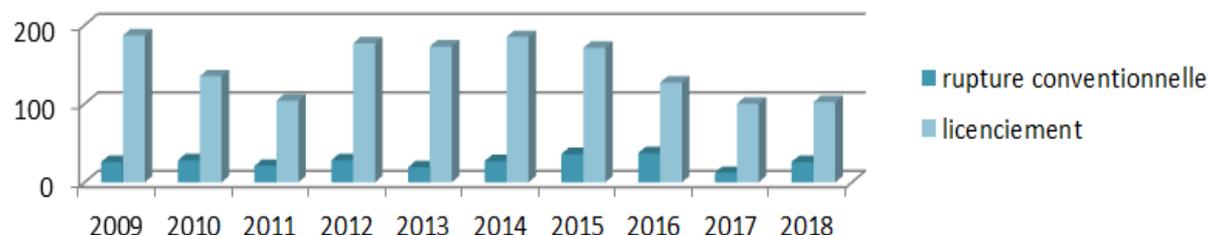
Service gratuit + prix appel

Conseillers du salarié

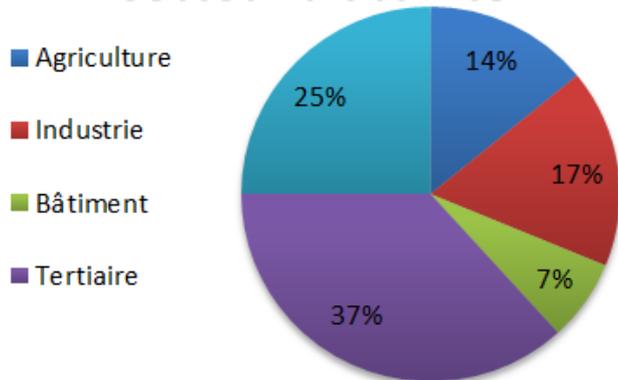
54 conseillers du salarié dans l'Indre.

128 demandes d'assistance en 2018.

Interventions des conseillers du salarié



Répartition des interventions par secteur d'activité



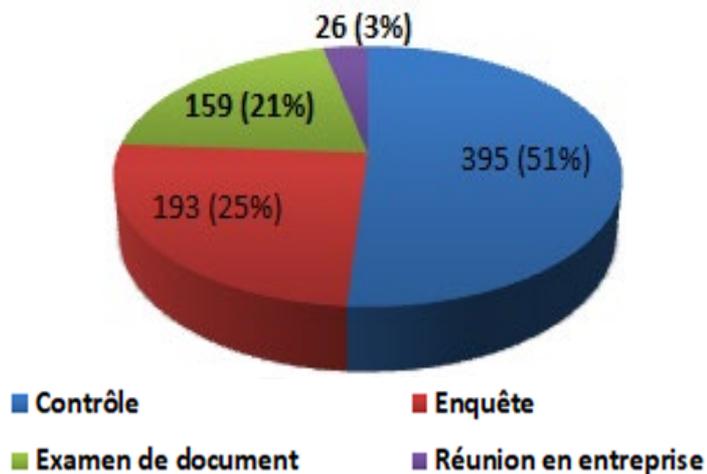
Une **réunion d'échange** a été organisée par la DIRECCTE le 5 mars 2019, permettant des échanges entre conseillers, ainsi qu'un point sur l'égalité F/H, les violences faites aux femmes ainsi qu'une rencontre avec le Délégué du défenseur des droits.

Activité de l'inspection du travail

⇒ **1 unité de contrôle composée de 8 sections :**

Un effectif, atteint en fin d'année, de 5 agents de contrôle, 3 assistants et une responsable

⇒ **773 interventions en 2018**



⇒ **658 suites à interventions, dont :**

- ✓ 518 rappels à la loi
- ✓ 82 décisions
- ✓ 12 rapports
- ✓ 9 arrêts de chantier
- ✓ 6 mises en demeure
- ✓ 5 procès-verbaux
- ✓ 2 signalements au parquet au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

Activité de l'inspection du travail

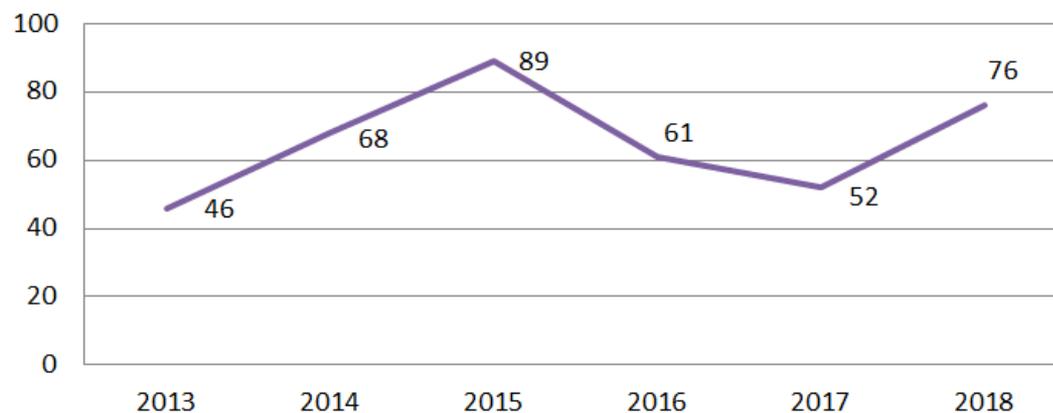
Focus sur les enquêtes

| Salariés protégés | Accident du travail | Autre | Total |
|-------------------|---------------------|-------|-------|
| 76 | 74 | 43 | 193 |

Accidents du travail

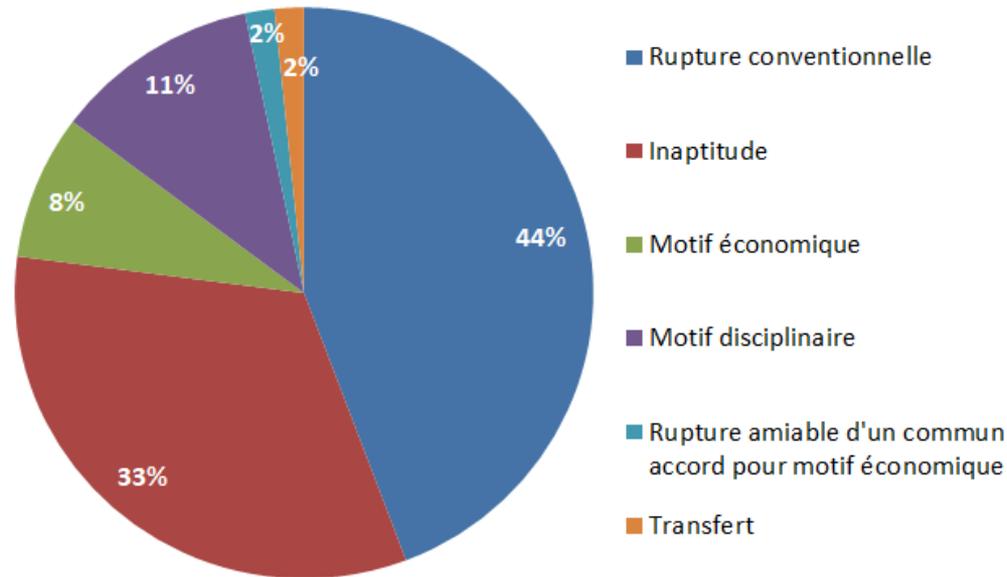
- ✓ 74 enquêtes consécutives à accident du travail
- ✓ 10 accidents du travail ont entraîné des blessures graves en 2018, dont 4 sont survenus sur des chantiers.

Enquêtes relatives à la rupture du contrat de travail de salariés protégés



Activité de l'inspection du travail

Focus sur les enquêtes / salariés protégés



Sur les 76 demandes d'autorisation de la rupture du contrat de travail d'un salarié protégé :

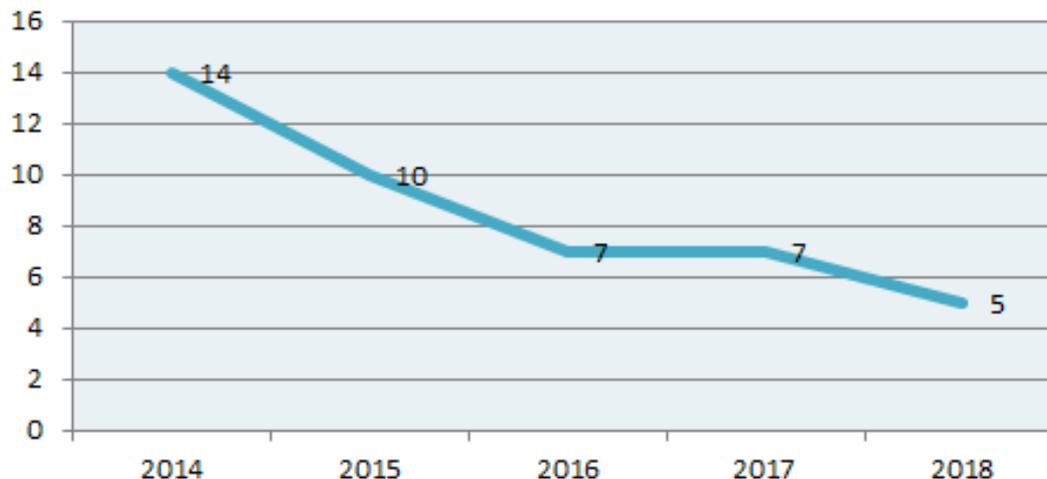
- ✓ 7 ont été refusées,
- ✓ 5 ont été rejetées.

Activité de l'inspection du travail

Focus sur procédures pénales

- 5 procès-verbaux ont été établis et
- 2 signalements au titre de l'article 40 du code de procédure pénale.

Procès-verbaux





Activité de l'inspection du travail

Mobilisation sur les priorités 2018

- ✓ **Lutte contre le travail illégal et la fraude au détachement**
 - **Participation active au CODAF** (comité opérationnel anti-fraude) : **une vingtaine de contrôles coordonnés** en 2018.
 - **55 interventions** portant sur ces thématiques, dont 28 dans le secteur du BTP.
 - **4 procédures pénales** (dont 2 signalements au titre de l'article 40 du code de procédure pénale).

Activité de l'inspection du travail

Mobilisation sur les priorités 2018

✓ Prévenir les risques professionnels liés à l'amiante et aux chutes de hauteur

- 128 contrôles sur chantiers
- 10 enquêtes consécutives à des accidents du travail, dont 4 relatives à des AT graves
- 9 décisions d'arrêt des travaux
- ⇒ Nombreux constats d'absence ou d'insuffisance des protections collectives (défaut de montage des échafaudages...).



Action collective régionale

Risque amiante pour les plombiers-chauffagistes

- Information sur les risques liés aux interventions sur des matériaux amiantés
- Contrôles réalisés



Activité de l'inspection du travail

Mobilisation sur les priorités 2018

- ✓ **Action TPE-PME : Durée du travail des apprentis dans le secteur des HCR**
- Constats à l'origine de l'action engagée en 2018 :
 - Ruptures anticipées de contrats d'apprentissage relativement fréquentes dans le secteur
 - Difficultés de recrutement du secteur des HCR
- Premiers éléments de bilan :
 - ✓ 13 contrôles réalisés
 - ✓ **Constats récurrents : absence de relevés horaires (30%), non respect durées du travail (38%), absence d'évaluation des risques (46%).**



Activité de l'inspection du travail

Mobilisation sur les priorités 2018

- ✓ **Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes**
 - ✓ 23 interventions réalisées en 2018
 - ✓ Des marges de progrès
- ✓ **Contrôle de la durée du travail dans le secteur des transports**
 - ✓ Près de 800 journées de conduite contrôlées
- ✓ **4 réunions de l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et la négociation collective**



Priorités en 2019

Dans un cadre national, poursuite de la mobilisation des services

- Lutte contre le travail illégal et la fraude au détachement
- Prévention des risques professionnels : amiante et chutes de hauteur
- Transports
- TPE-PME

Des sujets d'actualité

- ✓ La mise en place du CSE
- ✓ Égalité professionnelle : mise en place de l'Index de l'égalité
- ✓ Contrôle des ICPE / sites SEVESO (action 2019-2020)



Priorités en 2019

Poursuite de la mobilisation des services

➤ **Lutte contre le travail illégal et la fraude au détachement**

- **Travail illégal**

Ciblage sur les chantiers forestiers, HCR, BTP...

Participation au CODAF

- Possibilité de retirer des aides perçues...

- **Fraude au détachement / PSI** (Prestation de Service Internationale)

Etudes des déclarations, suivi des activités (chantier et entreprises). Contrôles. Possibilité de sanctions administratives.

Focus particulier sur le **secteur de l'éolien** (mais non exclusif).

Priorités en 2019

Poursuite de la mobilisation des services

➤ Prévention des risques professionnels : amiante et chutes de hauteur

- Approche de la prévention via la coordination sur les chantiers
- Campagne « Travaux en hauteur »
- Amiante : focus sur les risques rencontrés par les couvreurs (sous-section 4)





Priorités en 2019

Poursuite de la mobilisation des services

➤ **Transports**

- **Contrôles du secteur (transport de marchandises et de voyageurs)**
- **Vérification de la durée du travail des conducteurs (réglementation sociale européenne notamment)**



Priorités en 2019

Poursuite de la mobilisation des services

➤ **Poursuite de l'action collective TPE/PME dans le secteur des HCR / durée du travail des apprentis**

Les contrôles engagés en 2018 pourront donner lieu à des **contre-visites en 2019** afin de s'assurer de la régularisation des manquements relevés :

- **Mise en place de relevés horaires individuels,**
- **Respect des durées du travail et de repos des apprentis mineurs et des autres salariés,**
- **Réalisation de l'évaluation des risques professionnels.**

En cas de non régularisation, des suites plus coercitives pourront être engagées.

Priorités en 2019

Sujets d'actualité

➤ **La mise en place du CSE et l'appui au dialogue social**

↳ **Suivi de la mise en place du CSE dans les entreprises**

- Réunion d'information,
- Suivi de l'organisation des élections,
- Vérification du fonctionnement du CSE lors des contrôles.

↳ **Poursuite des travaux de l'observatoire départemental d'analyse et d'appui au dialogue social**

Priorités en 2019

Sujets d'actualité

➤ Égalité professionnelle



L'Index de l'égalité : principes

- ▶ Passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultats
- ▶ Prise de conscience
- ▶ Transparence
- ▶ Leviers pour agir
- ▶ Sanctions

1er mars
2019

Publication
des résultats
2018 pour les
entreprises de
+ 1 000
salariés

1er
Septembre
2019

Publication
des résultats
2018 pour les
entreprises de
+ 250 à 1 000
salariés

1er Mars
2020

Publication
des résultats
2019 pour
toutes les
entreprises de
50 à 250
salariés